

ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE

ANNEE 1952

Annexe au procès-verbal de la séance du 15 février 1952.

PROPOSITION

tendant à inviter le gouvernement de la République française à supprimer les Conseils privés existant outre-mer, ainsi que les Conseils de gouvernement existant auprès des gouvernements généraux de Madagascar, d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française.

PRÉSENTÉE

Par M. GAINARD

Conseiller de l'Union Française

(Renvoyée à la Commission de politique générale.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

I. — *Historique.*

Mesdames, Messieurs,

Sous le régime de la III^e République, les colonies étaient soumises à une tutelle très étroite de la métropole. Le rôle du gouverneur a évolué au cours des dernières décades pour devenir ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire agent direct du pouvoir central, chef unique de l'administration locale et des services publics, mais également représentant du territoire. Il était, et est encore dans la plupart des

territoires, assisté d'un Conseil dénommé Conseil privé, qui fut parfois appelé Conseil d'administration et a été, dans certains territoires unitaires ou groupes de territoires, transformé en Conseil de Gouvernement.

L'origine des Conseils privés remonte au règne de Charles X pour les quatre « grandes colonies » : ordonnances du 21 août 1825 pour Bourbon, du 9 février 1827 pour la Guadeloupe et la Martinique, du 27 août 1828 pour la Guyane. D'autres ordonnances organiques furent promulguées sous la monarchie de juillet à l'égard des « petites colonies » : 27 juillet 1840 pour les Etablissements de l'Inde, 7 septembre 1840 pour les Etablissements du Sénégal et 18 septembre 1844 pour Saint-Pierre et Miquelon.

Le Conseil, présidé par le gouverneur, comprenait les principaux chefs de service et éventuellement des notables désignés par le gouvernement central sur proposition du gouverneur. Sa composition, comme la désignation de ses membres, n'a guère été modifiée depuis sa création. Quant à ses attributions qui n'étaient que d'ordre consultatif, elle consistaient à donner des avis sur certains textes réglementaires, le gouverneur étant tenu à cette consultation, notamment en ce qui concernait les questions budgétaires. En outre, le Conseil pouvait se transformer, par adjonction de deux magistrats, en tribunal administratif jugeant au contentieux. Cette possibilité lui a été retirée par la suite dans les plupart des territoires, sauf dans ceux du Pacifique.

Maintenu dans les territoires unitaires sous son appellation, avec les mêmes attributions et les mêmes conditions de recrutement, le Conseil privé a été dénommé Conseil de gouvernement dans les groupes de territoires par décrets du 14 octobre 1946 pour l'A. E. F., du 12 décembre 1946 pour l'A. O. F.

Les attributions de ces Conseils de gouvernement sont celles des anciens Conseils privés, leur composition diffère selon qu'il s'agit de celui de l'A. E. F., qui comprend à côté des principaux chefs de services généraux, les gouverneurs des territoires composant ce groupe et quatre membres désignés pour deux ans par le gouverneur général, ou de celui de l'A. O. F. qui offre un caractère plus représentatif des populations en admettant le président du Grand Conseil et supprimant les membres désignés par le gouverneur général.

A Madagascar, le Conseil de gouvernement compte en outre les présidents de l'Assemblée représentative du territoire et des cinq assemblées provinciales (décret du 9 novembre 1946).

Mais c'est surtout dans les Etablissements de l'Inde que l'évo-

lution inspirée par la Conférence de Brazzaville de janvier 1944 s'est manifestée, faisant du Conseil de gouvernement une émanation de l'assemblée représentative territoriale et admettant les membres de cette dernière à la gestion directe de certains services administratifs.

Le Conseil de gouvernement des Etablissements de l'Inde régi par le décret du 12 août 1947, comprend en effet sous la présidence du commissaire de la République, lequel peut cependant en déléguer la présidence à l'un des membres, six membres dont trois au moins élus par l'Assemblée représentative. En outre, ces derniers peuvent être chargés de la responsabilité d'un service public « dont l'ensemble des dépenses est à la charge des finances locales » avec l'assistance *technique* du fonctionnaire chef dudit service. Les chefs de service ne sont plus membres de droit du Conseil de gouvernement.

Ainsi, les principes inscrits dans la Constitution de 1946 entrent peu à peu dans la réalité et le grand espoir éveillé par la Conférence de Brazzaville parmi les populations ultra-marines, n'est pas resté sans écho.

Afin de mieux éclairer la situation présente des Conseils privés et Conseils de gouvernement, nous avons joint à ce court historique deux tableaux comparatifs établissant la composition, le fonctionnement et la compétence desdits organismes.

Conseils privés ou d'administration.

Territoires.	Textes législatifs ou réglementaires.	Composition.		Session et fonctionnement.	Compétence.
		Voix délibérative.	Voix consultative.		
A. O. F. à l'exception du Sénégal.	D. 22-12-45.	Gouverneur du territoire, <i>président</i> . Secrétaire général ou inspecteur des affaires administratives. Commandant militaire du territoire. Procureur de la République. Chef du service financier. 2 membres titulaires et 2 membres suppléants nommés par arrêté du gouverneur général sur proposition du gouverneur (pour deux ans). Chef de cabinet du gouverneur (secrétaire).	Chefs des services civils pour leur compétence.		Après de chaque gouverneur, consultatif. Donne son avis sur toutes questions qu'on lui soumet et celles où sa consultation est obligatoire. Il est chargé d'éclairer le gouverneur sur les principales questions politiques et administratives.
Sénégal	D. 4-12-20 réorganisation administrative du Sénégal. Modifié D. 36-3-25 et 13-7-39 (T. II art. 2 à 5).	Lieutenant gouverneur, <i>président</i> . Procureur de la République. Secrétaire Général. Commandant militaire du Sénégal. 1 membre notable élu par chambre de commerce de Saint-Louis (citoyen français). 3 membres (notables titulaires et suppléants) nommés par arrêté du gouverneur général sur proposition du lieutenant gouverneur. Suppléants, (1 citoyen français et 2 sujets français). Nommés pour quatre ans.	Chefs de services pour toutes questions intéressant leur service et notamment à l'occasion du vote du budget. Secrétaire archivistique nommé par le lieutenant gouverneur.		Consultatif. Consultation obligatoire sur diverses matières énumérées à l'article 5 du décret. Dans les autres cas, il donne son avis chaque fois que le lieutenant gouverneur le juge utile.
A. E. F.	D. 16-10-46 chapitre II, article 14.	Gouverneur du territoire, <i>président</i> . Secrétaire général ou directeur des bureaux. Commandant militaire du territoire. Procureur de la République. Chef du service financier. 2 titulaires et 2 suppléants nommés par arrêté du gouverneur général sur proposition du gouverneur (2 ans). Chef du cabinet du gouverneur (secrétaire).	Chefs des services civils ou militaires pour les affaires de leur compétence.		Consultatif. Chargé d'éclairer les décisions du gouverneur. Avis sur toutes questions politiques, économiques ou financières intéressant le territoire soumises par le gouverneur. Budget local arrêté par le gouverneur en conseil privé.

Territoires.	Textes législatifs ou réglementaires.	Composition.		Session et fonctionnement.	Compétence.
		Voix délibérative.	Voix consultative.		
Cameroun	D. 13-4-27 portant réorganisation du conseil d'administration T. I.	Gouverneur, <i>président</i> . Secrétaire général. Chef du service judiciaire. Commandant des forces de police. Chef du service de santé. Chef du service des travaux publics. Chef du service des douanes. 4 notables français et 4 notables indigènes nommés par arrêté du gouverneur pour deux ans, même nombre de suppléants élus dans mêmes conditions. (Les notables français doivent avoir 30 ans révolus, jour de leurs droits et résider depuis trois ans en Afrique dont un an au Cameroun.)	Sur demande du conseil, toute personne ou tout fonctionnaire peuvent être entendus. Secrétaire archiviste.	Prestation de serment, ordre de préséance, présidence, etc... (art. 6, 7, 8).	Consultatif. — Consultation obligatoire dans certains cas (art. 9 et 10). En outre il est consulté chaque fois que le commissaire de la République le juge nécessaire. En cas de désaccord, le chef du territoire ou avise le ministre des colonies.
Comores.....	D. 24-9-46 portant réorganisation administrative des Comores. Rectificatif J.O. 9-10-46 (art. 6 et 7).	Administrateur supérieur, <i>président</i> . Juge de paix à compétence étendue. Chef du bureau des finances. Président de la chambre de commerce. 2 notables titulaires et 2 notables suppléants nommés par l'administrateur supérieur pour une durée indéterminée.	Chefs de services.		Avis sur toutes les questions intéressant le territoire et soumises par l'administrateur supérieur.
Nouvelle-Calédonie.	D. 12-12-1874, T. V. Décret 24-12-1922.	Gouverneur, <i>président</i> . Secrétaire général. Chef du service judiciaire. Commandant supérieur des troupes Chef du service des domaines. 2 citoyens français nommés par décret du Président de la République sur proposition du ministre des colonies. 2 suppléants. Mandat deux ans. Énumération à l'art. 153 des chefs de services appelés de droit quand sont discutées des affaires entrant dans leurs attributions.	Serment. Lieu de session et date. Communication des pièces. Ordre du jour. Procès-verbal, secrétaire archiviste, art. 154 à 163.		Avis sur les affaires soumises par le gouverneur. Avis obligatoire. Proposition de membre du conseil privé, art. 164 à 165. Attributions administratives du conseil privé (sec. III, art. 168 à 170).
Océanie.....	D. 13-10-32 modifié D. 18-9-42.	Gouverneur, <i>président</i> . Secrétaire général du gouvernement. Chef du service judiciaire. Chef du service de l'enregistrement et du domaine.	Chefs de services pour les matières entrant dans leurs attributions.	Serment. Présidence, réunion 1 fois par mois au moins Présence des 2/3 de ses membres. Ordre du jour.	Consultation obligatoire, dans certains cas (article 11.)

Territoires.	Textes législatifs ou réglementaires.	Composition.		Session et fonctionnement.	Compétence.
		Voix délibératives.	Voix consultative.		
Océanie (suite)		3 citoyens français nommés par le ministre des colonies — sur proposition du gouverneur — pour deux ans, âgés de 30 ans révolus, domiciliés depuis cinq ans au moins. Deux suppléants nommés dans les mêmes conditions.		(art. 2 à 10).	
Saint-Pierre et Miquelon.	D. 4-6-36. Réorganisation administrative.	Administrateur. Fonctionnaire de l'ordre judiciaire. Comptable du budget de l'Etat et du budget local. Chef de service de l'inscription maritime. 10 membres élus au suffrage universel. 4 membres suppléants élus. Organisation des élections (art. 6 à 18).		Délibération (art. 19). Au moins une fois par mois (art. 20). Formation de commissions au sein du conseil d'administration (art. 23).	Consultatifs (art. 21, 24, 26). Avis (art. 28). Budget (art. 29).
	D. 22-12-46, créant un Conseil privé.	Administrateur, <i>président</i> . Fonctionnaire le plus élevé de l'ordre judiciaire. Comptable du budget de l'Etat et du budget local. Chef de service de l'inscription maritime. 2 conseillers titulaires et 2 suppléants nommés pour deux ans par arrêtés du ministre de la France d'outre-mer (non fonctionnaires).		Art. 13 : entre en vigueur lors de l'entrée en fonction du conseil général.	Assiste administrateur. Consulté par lui chaque fois qu'il le juge utile ou au cas de consultation obligatoire prévue par la loi ou les règlements (Art. 1).
Sonalié	D. 22-12-45, modification D. 16-4-48 abrogeant le D. du 31-3-45 portant reorganisation du Conseil d'administration.	Gouverneur, <i>président</i> . Chef du service judiciaire. Commandant supérieur des troupes. Directeur de la banque d'émission. Président de la chambre de commerce. Secrétaire général (D. 16-4-48).	Chef de Cabinet du Gouverneur : Secrétaire archiviste.		Assiste le chef de territoire dans l'application des règlements et élabore ses décisions. Le Gouverneur prend son avis chaque fois qu'il le juge utile.
Togo	D. 3-1-46 (T. I. art. 4). Réorganisation administrative du territoire du Togo.	Commissaire de la République, <i>président</i> . Secrétaire général. Procureur de la République près du Tribunal de Lomé. 4 membres non fonctionnaires titulaires et 4 suppléants désignés par arrêtés du Commissaire de la République (2 citoyens, 2 non citoyens dans chaque catégorie). Nommés pour deux ans.	Chefs de service pour les affaires de leur compétence.		Chargé d'éclairer les décisions du commissaire de la République lors de l'examen des principales questions politiques et administratives. Avis chaque fois que le commissaire de la République le juge utile. Avis obligatoire.

CONSEILS DE GOUVERNEMENT

TERRITOIRES.	DATES DES LOIS et décrets.	COMPOSITION.		
		Voix délibérative.	Voix consultative.	
			à titre temporaire pour affaires de leur compétence.	
<i>Afrique occi- dentale fran- caise :</i>	Décret du 4-12-1920 réor- ganisant le conseil de gouvernement et la commission perma- nente de ce conseil, mo- difié par les décrets du 30-3-25, 22-6-33 et 22-12-46.	Gouverneur général : <i>Président</i> . <i>Membres</i> : Secrétaire général du gouvernement général; Général commandant supérieur des troupes; Chefs des territoires du groupe; Procureur général chef du ser- vice judiciaire; Directeur général des finances; Président de l'Assemblée du groupe ou à son défaut le pré- sident de la commission per- manente de ladite Assemblée.	Chefs des services ci- vils, militaires et maritimes (art. 2).	Directeur du contrôle financier; Inspecteur des colo- nies; Chef de mission (art. 3).
<i>Afrique équato- riale fran- caise :</i>	Décret du 16-10-46 por- tant réorganisation ad- ministrative de l'A.E.F. (art. 5 et 6).	Gouverneur général : <i>Président</i> . Secrétaire général du gouverne- ment général; Général commandant supérieur des troupes; Gouverneurs des territoires du groupe, chefs des circonscrip- tions autonomes présents au chef-lieu du groupe; Chef du service judiciaire; Directeur des finances, (4 titulaires et 4 suppléants nommés pour deux ans par le gouvernement général); Directeur du cabinet du gouver- neur général (secrétaire); Directeurs ou chefs des services civils et militaires <i>peuvent</i> y être appelés <i>pour affaires rele- vant de leur compétence avec voix délibérative</i> .		
<i>Indes</i>	Décret du 12-4-47 abrogé et remplacé par le dé- cret du 12-8-47.	Gouverneur du territoire : <i>Pré- sident</i> . 3 membres au moins élus par l'Assemblée représentative; 3 membres désignés par le gou- verneur (art. 1 ^{er}).	Des chefs de services peuvent être enten- dus sur autorisation du gouverneur (art. 1 ^{er})	

Gouvernement.

SESSIONS et fonctionne- ment.	COMPÉTENCE.	COMMISSION PERMANENTE.		
		Composition.	Sessions.	Attributions.
Une fois l'an au siège du gouvernement général sur convocation du gouverneur général.	Donne son avis sur toute question que le gouverneur général lui soumet. Il assiste le gouverneur général chaque fois qu'il en a obligation par la loi (art. 7). Chargé d'éclairer les décisions du Gouverneur général et consulté obligatoirement dans tous les cas prévus par les règlements. Le budget général, budget annexe et comptes administratifs arrêtés par le gouverneur général en conseil de gouvernement. Il donne son avis sur toutes les questions intéressant l'A. E. F. et qui sont soumises par le gouverneur général.	<i>Président</i> : Gouverneur général. <i>Membres</i> : Secrétaire général du gouvernement général, général commandant supérieur des troupes ; Procureur général ; Directeur général des finances ; Président de l'Assemblée de groupe, ou à défaut président de la commission permanente de l'Assemblée. <i>Avec voix consultative</i> : chefs de services civils, militaires et maritimes.	Une fois par mois sur convocation de son président (art. 10).	Attributions dévolues au conseil d'administration des colonies d'A. O. F. En cas d'urgence sur les matières entrant dans la compétence du conseil de gouvernement sous réserves de ratification. Elle peut se substituer exceptionnellement sur autorisation du ministère de la France d'outre-mer au conseil de gouvernement (art. 12).
Règles de fonctionnement fixées par arrêtés gubernatoriaux (art. 2). Le président peut déléguer sa présidence à un membre du conseil (art. 1er).	Suit les décisions de l'Assemblée représentative. Délibère sur les projets d'arrêtés du gouverneur à l'exception de ceux pris en exécution d'une loi. Contresigne d'un membre de conseil (art. 3). Un de ses membres peut être chargé par le gouverneur de la responsabilité d'un service public dont l'ensemble des dépenses est à la charge du territoire. Ce membre reçoit délégation du gouverneur et l'assistance d'un fonctionnaire (art. 4).			

TERRITOIRES.	DATES DES LOIS et décrets.	COMPOSITION.		
		Voix délibérative.	Voix consultative.	
			pour affaires de leur compétence.	
Madagascar ..	Décret du 4-5-45 modifié par les décrets des 17-12- 47, 9-11-46 (art. 7 à 11) portant réorganisation administrative de Ma- dagascar.	Gouverneur général : <i>président</i> . Secrétaire général du gouverne- ment général ; Général commandant supérieur, Procureur général chef du ser- vice judiciaire ; Directeur des finances et de la comptabilité ; 4 membres titulaires et 4 sup- pléants représentant les popu- lations (2 citoyens français, 2 sujets français) nommés par arrêtés gubernatoriaux. Ils doi- vent parler couramment le français ; <i>Le gouverneur du sud peut y être appelé par le gouverneur gé- néral avec voix délibérative (durée du mandat pour les non- fonctionnaires : deux ans. In- compatibilité avec un mandat au conseil représentatif.</i> <i>La partie en italique a été modi- fiée ainsi par le décret du 9-11- 46 : chefs de province, président de l'assemblée représentative ou à défaut président de la commission permanente ; Présidents des assemblées pro- vinciales ou à leur défaut présidents des commissions permanentes des assemblées provinciales.</i>	Chefs de services (art. 5).	Le directeur du contrôle financier a entrée de droit au Conseil (art. 4).

SESSIONS et fonctionne- ment.	COMPÉTENCE.	COMMISSION PERMANENTE.		
		Composition.	Sessions.	Attributions.
Règles de fon- ctionnement fixées par les arrêtés gubernato- riaux (art. 10 du décret du 9-11-46).	Délibère sur les affaires qui sont soumises par gouverneur gé- néral. <i>Avis obligatoire sur di- verses matières énumérées à l'article 11. Consultation limi- tative (art. 12) mais non conforme.</i> La partie en italique a été modi- fiée ainsi par le décret du 9-11-46 (art. 11): Le gouverneur général arrête en conseil de gouvernement le budget général, les budgets annexes, les comptes adminis- tratifs ainsi que les textes des arrêtés pour lesquels la con- sultation du Conseil est obli- gatoire.	Décret du 9-11-46 (art. 8). Gouverneur général: <i>président.</i> Secrétaire général. Général commandant supérieur. Procureur général. Directeur des finances. Président de l'Assem- blée représentative, ou à son défaut le président de la com- mission perma- nente. <i>Avec vote consulta- tive :</i> Chefs de service: Directeur du contrôle financier à entrée de droit au Conseil.	Fonctionne- ment fixé par les arrêtés gubernato- riaux (art. 10 du décret du 9-11-46).	

II. — *Justification de la proposition.*

L'évolution qui s'est produite dans les territoires d'outre-mer au cours des dernières années n'est pas limitée à l'Union française. Une étude de droit comparé nous permettrait de voir que, devant la volonté de plus en plus évidente des peuples « colonisés » de se voir associés plus étroitement au gouvernement et à l'administration de leur territoire, des réformes semblables ont été apportées dans la plupart des pays non autonomes relevant de la Couronne britannique.

Cette évolution correspond manifestement à une tendance profonde chez les populations de se voir libérées d'une tutelle trop étroite et également au désir des élites de prendre leurs responsabilités d'abord au sein de leurs communautés traditionnelles. Elle est également pour les peuples groupés au sein de l'Union française l'aboutissement logique des efforts faits par la France pour amener « les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ».

Notre proposition reste donc dans la ligne tracée par la Constitution et fidèle à l'esprit qui préside à la construction de l'Union française, puisqu'elle tend à définir les bases d'une coopération plus confiante et plus large entre les peuples d'outre-mer et les chefs de territoires, en effaçant les dernières traces d'un système dont le maintien ne pourrait être voulu que par ceux qui refusent de faire confiance aux citoyens d'outre-mer.

III. — *Présentation des grandes lignes de la proposition.*

Nous inspirant de ce qui a été fait jusqu'ici dans ces divers pays de l'Union française outre-mer, pour mettre sur pied les institutions établies par la Constitution afin d'associer les populations autochtones à la gestion de leurs propres affaires, et estimant que, bien qu'importante, l'œuvre accomplie reste cependant insuffisante pour répondre au vœu des peuples d'outre-mer, nous demandons la suppression des conseils privés.

Survivance d'un passé que nous ne renions pas, puisqu'il a permis la réunion autour de la France de territoires aussi divers que ceux qui désormais forment avec elle l'Union française, les conseils privés ont pu à un moment être considérés comme une

forme d'association des populations autochtones aux responsabilités du gouvernement. Il n'en est plus de même maintenant. En effet, il semble anormal de maintenir à côté, et souvent au-dessus d'une assemblée élue au suffrage universel, un organisme choisi parmi les notables et les fonctionnaires importants. Nous pensons que le moment est venu de supprimer cet anachronisme et d'associer plus étroitement non seulement les élites mais la masse elle-même au gouvernement des territoires.

Les tableaux comparatifs qui précèdent montrent suffisamment la disparité, pour ne pas dire l'incohérence, de leur composition et de leur compétence. Ils soulignent, s'il en est besoin, l'inutilité de ces organismes.

Ceux-ci, sur le plan administratif ne font que retarder l'expédition des affaires. Leur consultation même lorsqu'elle est obligatoire reste de pure forme. C'est ainsi, par exemple, que les budgets après avoir été discutés en détail, et délibérés par les assemblées territoriales doivent leur être soumis sans qu'ils puissent d'ailleurs les modifier.

Similaires des conseils de préfecture qui dans la métropole jouaient jadis le même rôle, ils n'ont pas suivi l'évolution de ces derniers, qui ne sont plus maintenant que des tribunaux administratifs homologues des conseils de contentieux dans les territoires d'outre-mer.

Le problème est identique pour les conseils de gouvernement. De par leur compétence, leur composition (exception faite du conseil de gouvernement de Madagascar), les mêmes arguments militent en faveur de leur suppression, car dans l'immédiat sur le plan politique, ils ne sont plus qu'une survivance, et sur le plan administratif un boulet.

S'agit-il de s'orienter vers le système du conseil de gouvernement des établissements français des Indes? Dans l'avenir certainement. Pour le présent, le problème est plus complexe : en effet, dans ce territoire, du fait de l'indépendance du Pakistan et de l'Inde, une telle réforme était devenue indispensable, d'autre part une gestion financière saine y est possible.

Nous ne pensons pas qu'il en soit de même dans les autres territoires d'outre-mer. Le problème est actuellement économique et technique. Tant que l'équipement de ces territoires n'aura pas été réalisé, et leur économie affermie, la métropole devra subvenir à leur déficit, et dans ces conditions une proposition tendant à provoquer une évolution dans ce sens ne serait qu'un leurre.

C'est pour ces raisons que nous avons cru bon de retirer la proposition (n° 277, année 1950) par laquelle nous proposons l'élargissement des pouvoirs des conseils de gouvernement de l'A. O. F., l'A. E. F. et Madagascar. Nous n'en reprenons ainsi que le premier élément : suppression d'organismes archaïques, frein à une bonne gestion des territoires d'outre-mer.

Nous soulignons ainsi que nous ouvrons une perspective vers l'autonomie administrative, qui, dans l'immédiat, ne peut être atteinte.

En tout état de cause, l'organisation actuelle du conseil de gouvernement des Indes françaises nous paraît bien marquer le sens dans lequel l'effort doit être poursuivi et il nous semble que ce qui a été fait là pourra, dans un jour que nous souhaitons aussi proche que possible, très bien se faire ailleurs, si l'on sait joindre à la hardiesse de la pensée la prudence d'exécution.

En déposant la proposition suivante, nous pensons, Mesdames, Messieurs, répondre au vœu des populations des territoires d'outre-mer de l'Union française, impatientes de voir effacer les dernières marques d'une tutelle périmée et compléter la réforme amorcée par la création des assemblées locales. Nous pensons également demeurer fidèles à notre mission au sein de l'Assemblée de l'Union française, représentative des peuples composant l'Union française, qui nous fait un devoir de dénoncer ce qui peut encore retarder la montée de ces peuples vers leur pleine et égale association.

PROPOSITION

L'Assemblée de l'Union française invite le Gouvernement de la République française à supprimer les Conseils privés existant outre-mer ainsi que les Conseils de gouvernement existant auprès des gouvernements généraux de Madagascar, de l'A. O. F. et de l'A. E. F.

